



RÉPUBLIQUE  
DOMINICAINE



D 2062 • Do1  
16-31 mars 1996

## *Diffusion de l'information sur l'Amérique latine*

DIAL • 38, rue du Doyenné - 69005 Lyon - France - Tél. 04 72 77 00 26 - Fax 04 72 40 96 70

### MOTS-CLEFS

Politique  
Élections  
Pouvoir  
Crise  
Racisme  
Extrême-droite

# LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE APRÈS BALAGUER

*Le 16 mai prochain, les Dominicains se rendront aux urnes pour élire le successeur du président Balaguer. Son mandat a été écourté afin de satisfaire à un accord politique pour sortir de la crise déchaînée par la fraude électorale du gouvernement lors des élections du 16 mai 1994. De fait, Balaguer est accusé d'avoir conquis tous ses mandats constitutionnels (au nombre de cinq) au moyen de fraudes électorales. C'est pour cette raison précise que l'accord politique, obtenu en août 1994, incluait l'adoption de réformes constitutionnelles aptes à garantir le respect du vote des citoyens. C'est dans ce cadre institutionnel nouveau que vont*

*se dérouler les élections du mois de mai prochain. Selon les enquêtes, le favori serait le candidat de l'alliance Accord de Saint Domingue, Francisco Peña Gómez, leader du Parti révolutionnaire dominicain (PRD), de tendance social-démocrate, déjà considéré comme le véritable vainqueur des élections de 1994. Au sein de cette alliance se trouve le Parti des travailleurs dominicains (PTD) dirigé par Esteban Díaz Jáquez.*

*Interview accordée sur la situation générale du pays, par Esteban Díaz Jáquez à Osvaldo León, publié dans ALAI, 19 janvier 1996 (Agence latino-américaine d'information, Équateur).*

**Le 16 août 1996, le président Joaquín Balaguer quittera définitivement le pouvoir après avoir gravité autour pendant les dernières décennies. A votre avis, quel est son héritage ?**

Dans l'histoire dominicaine, le président Joaquín Balaguer a été le principal représentant de la continuité du néo-trujillisme, c'est-à-dire des formes autoritaires de l'exercice du pouvoir. Étant donné que son pouvoir de type personnel dure depuis 22 ans, il a particulièrement influencé la vie politique et le développement économique du pays.

Balaguer a imposé une orientation économique dans laquelle sa propre

vision personnelle n'est pas étrangère aux grands courants économiques internationaux. C'est dire que si les divers gouvernements de Balaguer ne se sont pas caractérisés, comme c'est le cas ailleurs, par la mise en place d'un processus de privatisation, dans la pratique, son manque d'intérêt pour le secteur public, a produit les mêmes effets que dans les pays où la privatisation est décidée par les pouvoirs en place.

Au moment de l'exécution de Trujillo, le secteur public représentait 60 % de l'économie dominicaine et il se trouve aujourd'hui en banqueroute. L'énergie est en faillite, nous sommes le pays d'Amérique latine qui connaît la plus

grande crise énergétique. L'industrie sucrière d'État qui employait traditionnellement 60 000 personnes, est dans la débâcle. Aujourd'hui la production de sucre représente moins d'un tiers par rapport à celle de 1986 et, à l'évidence, la tendance est à l'aggravation de cette crise qui affectera près d'un demi-million de Dominicains.

Les industries regroupées dans la Corporation dominicaine des entreprises d'État, telles que celle du blé, du ciment, du sel et du plâtre, ainsi que certaines entreprises commerciales, sont tombées dans une crise profonde. Au moment de la chute de Trujillo, l'État était pratiquement propriétaire

de plus du tiers des terres cultivables. Malheureusement, en raison de la déprédation facilitée par le pouvoir, au lieu d'une réforme agraire ou d'une exploitation rationnelle de la terre, ce secteur a été désarticulé et se trouve aujourd'hui dans une situation de complet abandon.

En fin de compte, la privatisation, comme expression spécifique du néolibéralisme et de la politique d'ouverture qui en découle, a provoqué un changement fondamental des axes économiques de la vie nationale. Le tourisme, les zones franches et les sommes d'argent envoyées par les Dominicains de l'étranger, sont devenues les principales sources de devises.

Par ailleurs, en République dominicaine, le processus de privatisation a acquis une connotation d'autant plus douloureuse que la corruption de l'administration se déploie du haut en bas de la structure de l'État. C'est là un des facteurs qui a le plus contribué à la fracture sociale.

Des études menées à ce sujet révèlent que pratiquement 25% des ressources de l'État, surtout celles qui sont affectées aux investissements du secteur public, sont déviées vers des destinations irrégulières. Cela permet l'enrichissement d'un groupe de personnes qui accumulent des fortunes les situant au même rang que les millionnaires de pays bien plus développés.

**Il y a des gens qui pensent que ce phénomène de corruption a été alimenté par le balaguérisme. Qu'en dites-vous ?**

D'une certaine façon, l'immense influence de Balaguer dans la vie du pays a été en relation directe avec le fait qu'en tous et en chacun de ses gouvernements, la corruption s'est affichée de manière écrasante. Déjà à l'époque de ses premiers mandats, qui ont débuté en 1966 et ont duré jusqu'en 1978, face au scandale que provoquait la corruption administrative, Balaguer lui-même avait prononcé une phrase devenue célèbre: "la corruption s'arrête aux portes de mon bureau". Autrement dit, elle recouvrait en entier le palais national, c'est tout juste si

elle n'entrait pas dans son bureau! Ceci d'ailleurs serait à démontrer quand tout le monde sait que la corruption omniprésente a été la source de son propre pouvoir, fondé sur le clientélisme politique.

**Vous disiez qu'en République dominicaine il y avait eu faillite du secteur d'État dans l'économie et que maintenant cette dernière repose sur des bases nouvelles. Comment les changements ont-ils été ressentis sur le plan social ?**

La globalisation économique a rapidement imposé à notre pays d'emprunter des voies menant à une recrudescence de la pauvreté. Selon les statistiques publiées par la Banque centrale (Banco Central) elle-même, de 1986 à aujourd'hui, la population qui se trouve au-dessous du seuil de pauvreté est passée de 40 à 57% de la population totale.

**Est-ce là une cause du grand mouvement migratoire enregistré dans le pays ?**

Il est évident que l'impact provoqué par l'accroissement de la pauvreté est la cause directe qui amène des centaines de milliers de Dominicains à émigrer à Porto Rico sur ces fameuses *yolas* (petites embarcations précaires), ou aux États Unis, en Espagne, en Italie, en Grèce ou en Hollande. Il y a même des Dominicains en Alaska, d'autres assez nombreux au Japon, provoquant une grande perte de ressources humaines en République dominicaine.

**Quels moyens voyez-vous pour en sortir ?**

Je dirais tout d'abord que sur la voie du néolibéralisme, il n'existe aucune solution aux problèmes nationaux. Dans la situation actuelle de la République dominicaine, la seule solution est de retrouver à court terme les niveaux de productivité dont le pays est capable.

Notre pays, bien que dévasté par la déforestation, dispose de suffisamment d'eau pour irriguer la terre, dont une bonne part est reconnue comme très fertile. Des études menées il y a

déjà longtemps signalaient qu'avec les moyens techniques d'alors, la seule vallée du Cibao, représentant un peu plus du tiers des terres fertiles du pays, pouvait aisément suffire à produire des aliments pour 12 millions d'habitants, la population du pays n'étant que de 7 millions. Une seule partie de l'île est parfaitement en mesure de nourrir l'ensemble des Dominicains.

En second lieu, à notre avis nous disposons d'un capital humain qui rend parfaitement possible le redressement du pays. Aujourd'hui, l'université d'État compte 60 000 étudiants et les universités privées en comptent plus de 120 000. A cela s'ajoutent les dizaines, pour ne pas dire les centaines de milliers de diplômés qui conduisent des taxis ou dirigent des restaurants, à New York et partout dans le monde.

Cependant nous devons réorienter la politique économique du pays, afin de satisfaire les besoins élémentaires de la population, dans le cadre de ce renouveau. En ce moment, en Amérique latine, nous sommes le pays qui affecte le moins de son PIB à l'éducation ; nous sommes également l'un de ceux qui octroient le moins de fonds à la santé ; nous manquons d'au moins 500 000 logements, un grand nombre d'entre eux sont vétustes ou ne peuvent même pas être restaurés. Il nous faudra aussi élaborer et mettre en oeuvre une sécurité sociale pour tous, afin de surmonter le désastre actuel. Il nous faut créer les conditions d'une solution définitive aux problèmes quotidiens de la population.

**Que pourriez-vous dire du scrutin qui doit avoir lieu le 16 mai ?**

Lors de ces élections, trois forces politiques principales vont s'affronter. D'abord, il y a le parti du gouvernement, auquel on reconnaît une clientèle obligée, de l'ordre de 20 ou 25%; ensuite vient le Parti de la libération dominicaine, vainqueur des élections de 1990, mais qui s'est ensuite laissé voler le pouvoir par la fraude électorale de Balaguer, car il ne s'est pas suffisamment battu pour défendre ses droits. A la suite d'une mauvaise campagne pendant les dernières élections, ce parti a chuté de 11%, mais il n'en

reste pas moins une force politique significative ; et enfin il y a l'Accord de Saint Domingue, sous le leadership du Parti révolutionnaire dominicain, dirigé par Francisco Peña Gómez, également candidat de l'alliance composée de huit organisations reconnues par le tribunal électoral et de plus d'une vingtaine d'autres, non reconnues. C'est elle qui, de fait, regroupe la majorité de l'électorat dominicain. Francisco Peña Gómez, aujourd'hui président de l'Internationale socialiste en Amérique latine, est sans nul doute une personnalité remarquable, surtout parce que son combat contre la fraude électorale l'a politiquement grandi. Aujourd'hui, il est certainement la personne la plus influente de la politique dominicaine, mais sans disposer du pouvoir politique.

Le Parti des travailleurs dominicains est membre de l'Accord de Saint Domingue ; il mise sur le succès de sa participation au prochain processus électoral. Nous sommes certains que Peña Gómez est capable de conduire le pays à sa renaissance, avec des propositions qui ne sont pas radicales mais tout à fait réalisables, avant tout dans un secteur aussi important que celui de l'énergie. Il a une conception éthique de l'exercice du pouvoir. Nous esti-

mons qu'il saura extirper, du moins en grande partie, le cancer de la corruption. De plus, il est capable de susciter un appui international, car il maîtrise bien l'utilisation des relations internationales.

Je crois qu'est en train de se créer un cadre capable d'instaurer ce que nous appelons un gouvernement partagé. En effet, le gouvernement ne sera plus possible pour un parti unique, si grand soit-il, ni pour une alliance électorale regroupant tous les partis. Le gouvernement devra permettre à la société civile, directement et ouvertement, de prendre part à la discussion, à la prise de décision et au contrôle des actions du nouveau gouvernement.

**Aux dernières élections, l'une des cartes jouées par l'officiel Parti réformiste social chrétien a été celle du racisme. S'appuyant sur le fait que Francisco Peña Gómez est noir, on a même insinué qu'il n'était pas dominicain mais haïtien. Croyez-vous qu'on va insister sur ce type de campagne ?**

Je crois que le poids du préjugé racial aux prochaines élections pourra être bien moindre, pour ne pas dire inexistant. Dans le cadre de la société dominicaine, tous ont conscience qu'il

n'est plus possible d'avoir recours à des arguments aussi bas et vils, car le racisme prend en réalité la forme d'un préjugé anti-haïtien, ce qui est source de violence.

Maintenant, il est vrai qu'il existe des groupes exerçant une certaine influence, notamment l'Union nationaliste, groupe d'extrême-droite où l'on retrouve des grands seigneurs du capital, ainsi que des personnalités liées aux moyens de communication. Ils clament leur anti-haïtianisme et brandissent la menace d'une fusion des deux parties de l'île que pourrait amener un gouvernement Peña Gómez. Il ne s'agit là, en réalité, que d'une tendance périphérique ne constituant pas une menace et que la population considère comme définitivement dépassée. Pour ma part, je suis certain que le Parti réformiste qui a dirigé et payé une campagne de ce genre, ne va pas s'y risquer à nouveau, sachant ce qu'il perdrait, électoralement, à s'engager sur ce terrain.

*Traduction DIAL. En cas de reproduction, mentionner la source DIAL.*



Directeur de la publication : Alain Durand

Imprimerie des Monts du Lyonnais - Commission paritaire de presse : 56249

**DIAL • 38, rue du Doyenné - 69005 LYON • Tél. 72 77 00 26 • Fax 72 40 96 70 • E-mail : dial@globenet.gn.apc.org.**

**Abonnement annuel : France 395 F • Europe 440 F • Avion Amérique latine 500 F • USA-Canada-Afrique 490 F • Prix d'un dossier : 6 F**

**Points rencontre à Paris : CEDAL (Centre d'Etude du Développement en Amérique latine) - 43 ter, rue de la Glacière - 75013 Paris  
Tél. (1) 43 37 87 14 - Fax (1) 43 37 87 18 et Service Droits de l'Homme - Cimade - 176, rue de Grenelle - 75007 Paris - Tél. (1) 44 18 60 50  
Fax (1) 45 55 28 13.**